



# COMBAT OUVRIER

Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et en  
Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et de  
Guadeloupe.  
Pour la reconstruc-  
tion de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Samedi 5 Janvier 1980 N° 51 PRIX Antilles 1,50 F France 2,00 F

## Editorial

### L'IMPERIALISME

#### C'EST LA GUERRE !

C'est en des termes apocalyptiques que le pape Jean-Paul II a décrit ce qui surviendrait à la terre en cas de conflit nucléaire lors d'une troisième guerre mondiale, au cours de son homélie de fin d'année. Par ailleurs, Giscard lors de ses vœux à la France pour l'année 1980 a lui aussi évoqué les dangers de guerre mondiale. Et il est vrai que cette année 1980 s'est ouverte avec des bruits de botte et au son du canon aux quatre coins du globe. Que ce soit l'Afghanistan, l'Iran ou le Cambodge en Asie, les luttes de guérilla au Sahara Occidental ou en Namibie, en Afrique, ou encore les luttes violentes au Salvador, en Amérique Centrale, ou encore la permanence des foyers de guérilla au Pays Basque ou en Irlande du Nord, en Europe, tout est là pour nous rappeler l'existence d'une série de conflits plus ou moins graves, plus ou moins larvés, mais qui n'en existent pas moins.

Oui, le monde entier est au bord d'une guerre mondiale, mais ceci pas plus aujourd'hui qu'hier, lors de la guerre de Corée en 1952, par exemple ou lors de l'invasion de Saint-Domingue par l'armée américaine en 1965. Car il est dans la nature du système capitaliste d'engendrer la guerre et les conflits entre peuples, et singulièrement pour sa forme actuelle, l'impérialisme, d'engendrer les guerres mondiales.

Celles-ci à deux reprises déjà, en 1914-1918 et 1939-1945 ont ensanglanté le globe et ont fait des dizaines de millions de morts et on ne peut pas dire que depuis 1945 il y ait eu une année de paix véritable sur terre.

Mais contrairement aux déclarations du pape et de Giscard qui font reposer sur quelques dirigeants «de bonne volonté» le fait que les conflits ne prennent pas un tour plus général, l'état permanent de guerre larvée qui est celui que nous connaissons n'est pas fortuit. Cet état est dû à l'opposition des deux principales puissances qui dominent le monde, l'impérialisme américain et la bureaucratie russe. Cet état d'équilibre permanent par la terreur à l'échelle mondiale et de conflits limités dans certaines parties du globe n'est possible que parce que l'impérialisme domine politiquement, économiquement et militairement le globe et impose aux trois quarts de l'humanité de vivre dans la pauvreté pour qu'une poignée de capitalistes puissent continuer à accumuler des richesses incommensurables.

Et les guerres larvées, et les menaces de guerre mondiale existeront tant que l'humanité ne se sera pas débarrassée de ce système dont par ailleurs et le pape, et Giscard sont de fervents défenseurs et représentants.

## Afghanistan: Quelle est la raison de l'intervention soviétique?

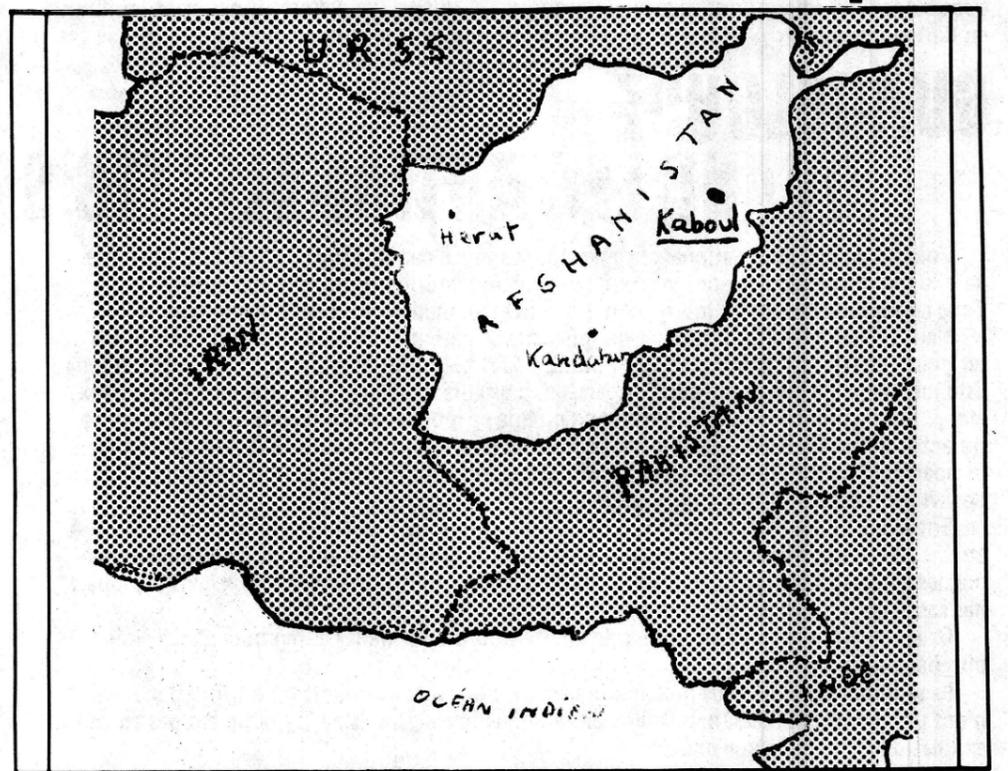
La bourgeoisie, ses journalistes et ses idéologues poussent de hauts cris d'indignation ou s'émeuvent du non respect des «règles diplomatiques» quand ce sont les troupes soviétiques qui envahissent l'Afghanistan - tout comme ce fut le cas lors de l'invasion de Prague en Tchécoslovaquie. Mais ces mêmes bourgeois et idéologues trouvent toujours de bonnes excuses à l'intervention des troupes américaines ou françaises au Vietnam ou récemment au Zaïre ou en Centre-Afrique.

Pour notre part, nous n'avons pas les mêmes critères pour juger de ces choses là. Nous ne pouvons ni nous indigner, ni invoquer les «règles diplomatiques» alors que les relations internationales sont marquées depuis la fin de la deuxième guerre mondiale par des conflits incessants aux quatre coins du monde et par l'intervention des troupes des grandes puissances dans la vie politique des états plus faibles ou semi-coloniaux (Saint-Domingue, Hongrie). Les guerres coloniales ont fait rage en Asie, en Afrique. En Amérique Latine, l'impérialisme américain a tout fait militairement et par dictatures interposées pour enrayer toutes les tentatives de libération de ce continent du joug impérialiste.

Ces guerres n'ont pas lieu en Europe occidentale ou en Amérique du Nord, mais depuis trente cinq ans elles ravagent le reste de la planète, semant la mort et la désolation.

Alors pour juger de l'intervention soviétique en Afghanistan, ce n'est certainement pas au nom d'un quelconque «pacifisme» ou à celui du respect de quelque «règle» que ce soit dans les relations internationales que nous nous placerons.

Le problème est de savoir quel camp sera affaibli et quel autre renforcé par cette intervention. La réponse à cette question est évidemment assez complexe d'autant qu'on est mal informé des conditions exactes dans lesquelles se déroulent les événements dans cette partie du monde. On ne sait pas bien non plus comment ont été ressentis dans les régions d'URSS voisines de l'Iran les événements qui secouent ce pays. L'appel de Khomeiny aux musulmans du monde entier a-t-il eu des ré-



percussions dans ces régions soviétiques elles aussi habitées par des populations musulmanes ?

La première explication qui vient à l'esprit au sujet de l'intervention soviétique en Afghanistan, c'est que les dirigeants de la bureaucratie qui dirige l'Union Soviétique cherchent, en s'assurant du contrôle de la situation en Afghanistan à maintenir en place un régime qui lui soit favorable en l'aidant à vaincre la rébellion musulmane qui sévit dans ce pays. Mais il y a aussi d'autres explications qui s'ajoutent à la précédente et dans deux directions au moins. Premièrement donner un avertissement aux dirigeants actuels de l'Iran que l'Union Soviétique ne resterait pas inactives si ceux-ci cherchaient à attirer dans leur camp les musulmans soviétiques et deuxièmement décourager tout de suite toute velléité chez ces musulmans d'Union Soviétique

ou chez toute autre partie de la population de cette région soviétique de profiter des événements d'Iran et de l'instabilité qu'ils provoquent dans cette région du monde.

Il ne faut pas oublier en effet que le régime de l'URSS n'est pas démocratique et ne s'appuie pas sur une confiance qui lui est donnée par la population laborieuse d'URSS. La bureaucratie impose par la force et par la terreur policière sa dictature sur la population. Elle ne représente plus depuis longtemps le pouvoir démocratiquement désigné par la classe ouvrière et la paysannerie au début de la révolution qui a créé l'Etat soviétique en 1917.

Aujourd'hui, pour se protéger, le pouvoir soviétique est obligé d'intervenir militairement dans certaines régions. Car il craint que toute velléité de révolte ou de contestation

Suite page 4

## 79: ANNEE DIJOU, ANNEE COLONIALE...

Toujours aussi démagogique et hypocrite, Dijoud a déclaré que son travail en 1980 serait d'apporter un peu plus de bonheur aux déshérités des «DOM», à ceux qui sont victimes du chômage, de la misère. C'est à eux que paraît-il, il s'adressait dans sa déclaration de vœux, c'est vers eux que vont ses pensées et ses préoccupations lorsqu'il se rend dans ces «départements» et territoires. . .

Mais la politique colonialiste et son cortège de médiocrité, sur le plan économique, et politique, les vexations, la répression, l'étouffement des libertés démocratiques et culturelles, elle, est bien réelle et se poursuit de plus belle malgré toutes les déclarations de bonnes intentions plus ou moins larmoyantes des Dijoud et Giscard.

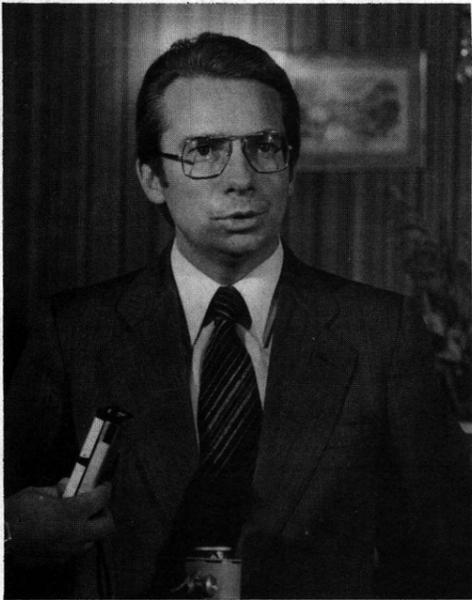
Les Dijoud et Giscard de l'année, c'est une succession de colloques qui n'ont pas donné grand-chose, sinon qu'après chaque colloque.

ils parlaient un peu plus de fermetures d'usines jusqu'à ce qu'elles ferment réellement comme Blanchet, Lareinty et bientôt Darboussier avec comme conséquence des centaines de travailleurs au chômage, ce fut aussi la décision de réduire le salaire des fonctionnaires ; ce fut en Guadeloupe et en Martinique l'expression du racisme de certains coloniaux nostalgiques de comportements exprimés jadis en Algérie ou dans d'autres colonies françaises et la réaction de jeunes contre cela en Martinique notamment, ce fut leur emprisonnement, la soi-disant pendaison d'un d'entre eux, Chloé dans sa prison, la mort de Mme Lacrampe près de la Savane après une charge de police lors d'une manifestation pour la libération des jeunes, ce fut leur procès et la lutte et la protestation qu'il fallut mener contre la répression colonialiste qui frappait ces jeunes.

Dijoud, c'est encore le procès des militants

nationalistes Tahitiens condamnés lourdement à des peines de travaux forcés, c'est la répression brutale en Nouvelle Calédonie contre les partisans de l'indépendance, c'est l'expulsion des dirigeants du DLM dominicain venus en Guadeloupe, c'est l'interdiction de «Racines» qui ne fut projeté qu'après de multiples protestations. C'est encore la condamnation de l'enseignant Oscar, militant anti-colonialiste et son renvoi de l'Education nationale. Aujourd'hui même, à l'aube de la nouvelle année, la politique de Dijoud est encore marquée par un fait de répression à l'encontre des militants du Comité de soutien aux Jeunes Emprisonnés qui avaient protesté dans les locaux de FR3. . . Voilà en bref l'année Dijoud, l'année coloniale. Les faits contredisent tout ce que déclarent ces faiseurs de bonheur en paroles que sont Giscard et son missionnaire.

# PAUL DIJOURD, UN FIDELE LIEUTENANT DE GISCARD



Nous publions ici un article paru dans le journal trotskiste français LUTTE OUVRIERE qui donne un certain portrait de Paul Dijoud, notre ministre des DOM TOM.

Voilà plus de six ans que Paul Dijoud appartient au gouvernement presque sans discontinuer en tant que secrétaire d'Etat.

Né en 1938 à Neuilly-sur Seine de parents aisés (son père est conseiller juridique), il a fait des études de droit, puis est entré à l'Ecole Nationale d'Administration. Sa carrière de commis de l'Etat commence aussitôt après, en 1967, comme attaché commercial auprès du ministère de l'Economie et des Finances.

Mais Dijoud mène en même temps une carrière politique. « Jeune loup » des Républicains Indépendants, il en fut même secrétaire général adjoint de 1967 à 1969. En 1969, il est élu député dans les Hautes-Alpes, puis conseiller général. Depuis 1971, il est également maire de Briançon.

Son entrée au gouvernement date de 1973. Il est alors secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Messmer). Puis il est nommé président du groupe de hauts fonctionnaires de la sécurité routière. Il est ensuite secrétaire d'Etat à l'Environnement (de mars à mai 1974); aux Travailleurs immigrés (juillet 1974 à mai 1977); à la Jeunesse et aux Sports (mai 1977 à mars 1978); et depuis, aux Départements et Territoires d'Outre-Mer.

Dijoud a été le premier giscardien à être nommé secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, fief traditionnel des gaullistes — ce qui lui vaut d'ailleurs régulièrement des marques d'hostilité de la part des milieux privilégiés de ces

territoires, lorsqu'il s'y rend.

Au cours de sa carrière gouvernementale, Dijoud a plutôt tenu le rôle d'un libéral, voire d'un humaniste plein de bonnes intentions. Ce fut le cas notamment au secrétariat d'Etat aux Travailleurs immigrés. Mais ce rôle ne servait en réalité que de façade, derrière laquelle s'accomplissait la véritable politique du gouvernement.

Et il est quand même arrivé à ce « libéral »

de se montrer sous un jour plus cru. Le Carnard Enchaîné du 24 octobre dernier a publié une lettre qu'il a envoyée aux préfets au sujet d'une grève de fonctionnaires : « Il importe que la grève du 11 décembre 1973 soit autant que possible réduite dans son ampleur. Je vous demande à cet effet d'agir auprès de la presse locale pour qu'elle mette au maximum en valeur les avantages accordés aux fonctionnaires par les récentes mesures ».

## Guadeloupe: SUCCES DE LA GREVE CHEZ BATA

C'est encore grâce à leur lutte que les employés de Bata ont obtenu une victoire après une semaine de grève. Mais cette fois-ci et contrairement à la grève précédente, celle de février-mars, le patron a cédé beaucoup plus rapidement. C'est donc que la leçon a servi.

Cette grève qui a commencé le 22 décembre s'est terminée victorieusement pour les grévistes. Ceux-ci ont obtenu :

— Une augmentation de salaire de 12 % réversible en novembre 1980

— La prime de fin d'année a été fixée à 75 % jusqu'à la fin de cette année. Ensuite, elle passera à 100 %.

— En ce qui concerne l'ancienneté, le « plafond » est fixé à 20 ans au lieu des 12 ans que proposait la direction de Bata.

C'est une victoire des travailleurs et ceux de Bata l'ont remportée grâce à leur lutte.

C'est un exemple pour tous les autres travailleurs du commerce.

## GUADELOUPE QUAND LES NATIONALISTES SE PARENT DE VERTUS UNITAIRES

Voilà le mouvement nationaliste guadeloupéen saisi par le vertige de l'UNITE. On parle de « l'unité qui se fait sous nos yeux », de « tournant historique », de « pas vers l'unité » etc. . . Tous les regroupements ou journaux nationalistes donnent la voix dans le même sens.

Mais à l'heure même où tous les nationalistes se parent des vertus et se font chacun passer pour des artisans désintéressés de l'unité, il faut bien admettre que le mouvement nationaliste lui-même n'a jamais été aussi dispersé en plusieurs tendances, regroupements, journaux, etc. . . Si cela montre sans nul doute la vitalité de ce mouvement, cela fait apparaître par contre autre chose. C'est bien aussi la preuve que les plus acharnés partisans de l'unité sont bien incapables d'établir entre eux des liens et des rapports qui permettraient à tous ces courants de vivre au sein d'une même organisation.

Entre le PTG, le PORG, l'UPLG, l'UTA, l'UGTG, le Journal Guadeloupéen, le JA KA TA etc. . . , il n'y a pas apparemment de ciment — alors qu'ils défendent tous le même programme, les mêmes idées fondamentales et pour une bonne part la même tactique dans la plupart des cas —, il n'y a pas de vie commune possible !

Or les chantres les plus vigoureux de l'unité sont précisément ces regroupements cités plus haut.

Ils se disent d'autant plus unitaires envers tous les autres courants ou organisations qui n'ont pas les mêmes idées, ni le même programme qu'eux, qu'ils ne la pratiquent pas entre eux, nationalistes de même obédience.



Cette constatation nous conduit à faire alors certaines observations qui nous permettent de juger de la volonté réelle de l'UPLG, JA KA TA et les autres nationalistes de « faire l'unité » dont parlent si fort les nationalistes guadeloupéens.

### POUR L'UNITE D'ACTION

Cette question de l'unité ne peut évidemment laisser indifférent aucun travailleur sérieux, qui se pose sérieusement le problème de l'émancipation de sa classe et du même coup celui de la libération des peuples de toutes formes d'oppression et d'exploitation quelles qu'elles soient. Il va de soi que rassembler, combiner toutes les forces hostiles aux adversaires de la classe ouvrière dans une même action ne peut que renforcer un combat contre l'exploitation capitaliste et colonialiste. Que d'autres classes sociales que celles des ouvriers se posent le problème de se débarrasser de certaines formes d'oppression n'a rien d'étonnant. Et il peut s'agir à certains moments

et dans certaines circonstances de réaliser une « unité » de combat, une forme d'alliance entre tous ceux qui veulent abattre le même adversaire colonialiste.

### NOUVEAUX CHANTRES DE L'UNITE. . . VIEUX DIVISEURS

Quelle est donc la valeur réelle de l'Unité proposée par l'UPLG et les courants identiques qui existent en dehors de lui ou qui sont sortis comme lui de l'ancien GONG (Organisation Nationaliste qui éclata en plusieurs morceaux après les événements de 1967 en Guadeloupe) ?

Pour juger la politique d'une organisation ou d'un courant il faut bien regarder ce qu'elle a fait dans le passé. Et si l'on procède ainsi pour le courant nationaliste on sera bien obligé d'admettre que ses vertus unitaires actuelles sont bien une parure, un déguisement passager. Car le courant UPLG - UTA - JA KA TA etc. . . n'a cessé sous les différentes formes organisationnelles qu'il a revêtues d'avoir une politique systé-

matique de division et de pratiquer des menées anti-démocratiques et sectaires vis-à-vis d'autres organisations ou tendances anti-colonialistes.

Nous devons bien informer nos lecteurs et tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et aux luttes du mouvement anti-colonialiste (pris au sens large). Ni l'UPLG, ni le courant du Journal Guadeloupéen, ni celui de JA KA TA, ni le PTG, ni le « fantomatique » PORG ne sont nés de rien. Tous ces groupes existent depuis longtemps en Guadeloupe et sont issus de la montée du sentiment national entre 56 et 63, date de création officielle du GONG.

Les courants existants aujourd'hui viennent de là et ont un long passé de manœuvres, d'actions de divisions que tous les militants luttant depuis cette époque connaissent bien.

Mais sans remonter aux calendes grecques, il n'y a qu'à rappeler qu'au sein des associations existantes en France, AGEF, AGTAG, l'action de ces nationalistes a conduit à en écarter toute personne qui ne pensait pas comme eux, quitte à les exclure de façon anti-démocratique. Partout, où ces militants nationalistes ont pu prendre pied, ils ont créé aussitôt un climat de suspicion, de division aboutissant bien souvent à faire fuir ceux qui venaient dans ces associations qu'ils ont fini par contrôler en réduisant l'activité et la portée.

Après la création de l'UTA en Guadeloupe, les « démissionnaires du GONG », en Guadeloupe même, ont manœuvré de telle façon à transformer l'UTA, qui était née dans l'enthousiasme des ouvriers agricoles et des paysans pauvres, en une machine de guerre strictement contrôlée par eux, et mise au service de leur politique. Tous les militants qui n'étaient pas d'accord avec le noyau dit des « démissionnaires du GONG » (aujourd'hui UPLG ou JA KA TA ou autres PORG, ou UGTG) tous ceux-là y compris les militants du GONG ont été exclus de l'UTA par des procédés qui bien souvent tenaient à la pression morale et même physique (menaces, intimidations, mise à l'index etc. . . )

Nous posons alors une question : le courant « UGTG - UTA - UPLG - JOURNAL GUADELOUPEEN - JA KA TA » a-t-il bien agi, à cette époque pas si lointaine, conformément à l'intérêt du mouvement anti-colonialiste, en y introduisant de telles méthodes de division et de sectarisme ? Est-il en accord avec lui-même quand il menace, exclut, divise ou quand il prône l'UNITE ? Quel est le vrai visage de ce courant qui aujourd'hui encore continue, tout en prônant l'UNITE, à pratiquer les mêmes manœuvres pour vaincre les autres courants ?

### QUAND ILS REFUSAIENT L'UNITE D'ACTION

Nous rappelons encore quelques faits de l'histoire de ce courant nationaliste UPLG - JA KA TA - UTA. Il faut savoir que ce courant depuis 71 a refusé systématiquement de participer à toute action unitaire anti-colonialiste avec d'autres organisations anti-colonialistes qu'elles fussent sur la position de l'indépendance ou sur celle de l'autonomie.

Ce courant qui a une « couverture » syndicale (UTA - UGTG - SGEF) a toujours refusé de s'associer aux autres syndicats pour mener une action unitaire. C'était bien ce qui apparaissait de façon spectaculaire le Premier Mai de chaque année depuis 9 ans !

Alors que penser de la campagne actuelle des nationalistes ex-membres du GONG pour l'Unité ? Nous sommes bien forcés de constater que ceux qui ont pratiqué des méthodes sectaires dans le mouvement étudiant, dans le mouvement enseignant, dans le mouvement syndical ouvrier envers d'autres organisations politiques depuis plus de dix ans ne peuvent pas avoir changé du jour au lendemain au point de se

transformer en parangon de la démocratie.

Car les questions de l'UNITE ne peuvent pas être séparées de celles très importantes des rapports entre tendances, organisations anti-colonialistes. Ces questions se posent sur le terrain de la démocratie et des méthodes démocratiques qui doivent régir ces rapports.

### COMMENT PARVENIR A L'UNITE D'ACTION ANTI-COLONIALISTE

Le préalable à toute discussion, à toute action commune unitaire, et à quelque niveau que ce soit doit être un engagement précis, clair et vérifié que le courant nationaliste et tous ceux qui le composent



Mounien, secrétaire de l'UGTG

changent leurs méthodes et leur comportement envers les autres organisations anti-colonialistes et au sein des organisations de masse.

Et cette vérification, ainsi que la dénonciation des méthodes anti-démocratiques, constituent une nécessité quotidienne et un gage pour l'avenir des rapports entre anti-colonialistes et entre tous ceux qui veulent réellement renforcer ce mouvement contre le pouvoir colonial.

L'aspiration à l'Unité d'action contre le pouvoir colonial est forte. Mais ceux qui agissent de façon manœuvrière ou anti-démocratique affaiblissent les possibilités de réaliser une telle Unité d'action. Car ils installent (et c'est vrai depuis plus de dix ans !) un climat de méfiance entre anti-colonialistes qui n'a rien à voir avec la nécessaire lutte idéologique, qui va de soi, mais qui détournent des énergies et écartent des possibilités de frapper plus fort l'adversaire commun.

Il faut d'abord assainir le mouvement anti-colonialiste en combattant les habitudes manœuvrières du courant UPLG - JA KA TA - UTA. . .

Quand ce courant aura démontré dans la pratique qu'il se conduit effectivement de façon démocratique, non seulement dans la forme mais aussi grâce à l'existence d'un réel climat démocratique dans les rapports entre organisations au sein du mouvement anti-colonialiste, c'est à cette condition qu'on pourra considérer les appels à l'Unité actuelle des nationalistes pour autre chose qu'une tentative d'exploiter au profit de leur courant un sentiment unitaire réel existant dans les masses.

## LE MOUVEMENT NOIR ET LA LUTTE POUR LE SOCIALISME



Membres des Panthères noires manifestant les armes à la main (2 mai 1967)

Parmi les invités au débat qui a suivi le dernier épisode de « Racines », se trouvait Stokely Carmichael. Ce dernier fut l'un des dirigeants du mouvement nationaliste noir dans les années 60 et du mouvement des Panthères noires. Actuellement en Guinée, marié à la célèbre chanteuse sud-africaine Myriam Makéba, Carmichael est aujourd'hui l'un des rares dirigeants nationalistes noirs américains à tenir toujours le même langage, radical, le langage de la révolte noire contre l'impérialisme et contre le racisme du « pouvoir des blancs » aux USA. Il est vrai qu'aujourd'hui, la plupart des dirigeants du parti des Panthères noires s'ils ne sont pas morts, assassinés par la police américaine qui réprima férocement ce mouvement, tiennent, comme Huey Newton ou Eldridge Cleaver, un autre langage, réformiste, ou religieux. Beaucoup sont rentrés dans le rang abandonnant la lutte ou brisés moralement par la répression.

Aussi, le tranchant, le radicalisme des propos combatifs tenus par Carmichael, la semaine dernière à la télévision, montraient que si

la lutte du mouvement nationaliste noir n'a plus le même caractère que dans les années 60, elle peut revenir au premier plan un jour ou l'autre, de plus le racisme et l'exploitation des noirs aux Etats-Unis, sont loin d'avoir disparu comme il l'a expliqué.

Cependant bien que Carmichael ait bien insisté sur le fait que la meilleure façon de combattre le racisme est de combattre le capitalisme américain, qu'il ne disparaîtra qu'avec la disparition du capitalisme et de l'impérialisme américain, l'ancien leader des Panthères noires reste un nationaliste et non un socialiste révolutionnaire. Carmichael ne situe la révolution anti-impérialiste que dans le cadre des pays du Tiers-Monde, et principalement en Afrique. Il ignore la classe ouvrière, tant celle des pays sous-développés que celle des pays capitalistes avancés, y compris la classe ouvrière blanche et noire des Etats-Unis.

Or, le capitalisme et l'impérialisme qui engendrent le racisme ne pourront être vaincus que par la lutte de la classe ouvrière pour la révolution socialiste. Et cela non seulement en Afrique, mais aussi et surtout dans les grands pays capitalistes. Le prolétariat noir américain peut jouer un rôle d'avant garde et d'autant plus important qu'il est la fraction la plus avancée du prolétariat de la citadelle de l'impérialisme mondial, du chef de file de la bourgeoisie internationale.

Les luttes importantes menées par les noirs aux USA depuis plus de vingt ans mettent effectivement les ouvriers noirs aux avant-postes de la lutte des travailleurs contre le capitalisme.

De la lutte pour les droits civiques dirigée par Martin Luther King, à Malcolm X et ensuite au mouvement armé des Panthères noires, des marches pacifiques des années 50 aux émeutes des ghettos dans les années 60 où des noirs armés s'opposaient à la police dans les rues, bien des jeunes, bien des ouvriers noirs ont compris la nécessité de s'organiser. Certes, la plupart le font pour l'instant sur une base nationaliste mais dans la mesure où le prolétariat noir est la fraction la plus exploitée du prolétariat américain et aussi la plus sensible et la plus combative, il est possible que demain les travailleurs noirs parviennent à se forger un parti socialiste révolutionnaire. Dans ce cas, ils pourront alors rallier le prolétariat blanc aux idées révolutionnaires et mener avec lui une lutte contre le capitalisme le plus puissant de la planète.

## RACINES

## LA GUERRE DE SECESSION ET LA "RECONSTRUCTION"

L'avant-dernier épisode de « Racines » était consacré à Chicken George (Georges Poulet) petit-fils de Kounta Kinté et ainsi surnommé parce que sa spécialité est d'élever des coqs de combat pour son maître, une espèce de brute épaisse et un ivrogne endurci. Chicken George tente d'acheter sa liberté et celle de sa famille. S'il parvient, lui, à être libre, au bout de plus de 20 ans et au prix de l'exil en Angleterre, sa famille restera esclave et c'est alors qu'intervient la guerre de Sécession (1861-1865).

Cette guerre civile a opposé pendant 4 ans les états du Nord des Etats-Unis à ceux du Sud partisans de l'esclavage. Car aux Etats-Unis en 1861 coexistent dans le même état deux types de sociétés différentes : dans le nord et le centre-ouest sont posées les bases d'une société capitaliste développée. Le machinisme fait ses premiers pas, aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie avec son corollaire, la production de masse. Déjà les industries se développent dans les cités nordistes comme New-York et Boston tandis que des dizaines de milliers de colons vont s'établir chaque année dans les régions peu peuplées de Chicago ou de Milwaukee après en avoir chassé les indiens qui y vivaient.

Face à ce bloc, les états du sud forment un autre bloc, essentiellement agricole et dont une

large partie de la prospérité est basée sur le travail des esclaves dans les plantations de canne et surtout de coton.

Or alors que les Etats-Unis sont en pleine extension et gagnent de nouveaux territoires vers l'ouest, comme la Californie par exemple, les deux types de sociétés s'opposent pour le contrôle des futurs territoires. Les nouveaux états à entrer dans l'union seront-ils des états où l'esclavage sera reconnu ? Ou bien décrètera-t-on la « liberté du travail », c'est à dire l'emploi de la main d'œuvre salariée ? Telle est la question posée à ce moment.

La guerre de Sécession est donc une tentative pour les états du Sud de s'assurer le contrôle de nouveaux territoires dans lesquels le travail des esclaves serait prédominant, et pour cela ces états font sécession et veulent le retour dans l'Union des états qui l'ont quittée. Contrairement à ce qui a été dit par la suite, la cause de cette guerre ne fut nullement le désir du nord de libérer les esclaves, mais d'empêcher dans l'immédiat toute extension de la zone réservée à l'esclavage afin de laisser toute la liberté de manœuvre nécessaire aux capitaux.

Cette guerre se termina par la défaite des états du Sud et par l'abolition de l'esclavage. Les anciens esclaves vont participer largement

à la vie politique dans le sud pendant plusieurs années : c'est la période de Reconstruction. Les anciens esclavagistes réduits provisoirement au silence fomentèrent des sociétés secrètes comme le Ku-Klux-Klan pour terroriser les noirs. Dix ans après la fin de la guerre, ils sont parvenus à leurs fins. Plus personne, parmi les noirs n'ose protester contre le régime raciste et discriminatoire qui s'est établi dans le sud, tandis que dans le nord, les responsables de l'état laissent faire.

Un siècle plus tard, c'est-à-dire aujourd'hui, la lutte des noirs qui bien que menée sous différentes formes n'a en fait jamais cessé, cette lutte a contraint le gouvernement fédéral des Etats-Unis à élargir les droits des noirs, à leur reconnaître officiellement le droit de vote ainsi que le refus de la ségrégation scolaire ou raciale.

Il n'empêche que dans les faits les noirs sont continuellement victimes du racisme et de la discrimination sous toutes ses formes. Les chômeurs, ce sont eux en grande majorité, les prisonniers aussi. Le peuple des ghettos et des bidonvilles est noir.

Car la principale cause de ce racisme, de ces discriminations c'est le capitalisme.

## ECHOS DES ENTREPRISES

## SOCALTRA

## LA DIRECTION REÇOIT UN COUP DE PIED DE SA MONTURE !

La direction a été pénalisée par l'Inspection du Travail pour l'excès d'heures supplémentaires et la suppression du repos hebdomadaire qu'elle ne se gêne pas de demander aux ouvriers et ceci depuis des mois. En effet la direction propose toutes sortes de primes aux ouvriers pour qu'ils travaillent du lundi au lundi sans s'arrêter.

Mais une fois n'est pas coutume, l'Inspecteur du Travail s'est présenté lundi 15 à l'entreprise et a demandé à vérifier les horaires. La direction n'a rien pu cacher car l'accident du Bassin avait eu lieu la veille, un dimanche. Mais il a quand même fallu l'insistance des délégués ouvriers pour que l'Inspecteur fouille dans les dossiers de pointage et relève les anomalies.

La direction devra payer une amende de 9.000 F.

Pour une fois elle a été pénalisée, mais c'est tous les jours qu'elle viole la législation et l'Inspection du Travail ne s'est jamais montrée très regardante sur les conditions dans lesquelles nous travaillons. C'est donc sur nous-mêmes avant tout qu'il faut compter pour faire respecter cette législation !

## UNE AMENDE REVIENT MOINS CHER A LA DIRECTION QUE NOTRE SECURITE

Si la direction pleure pour les 9.000 F d'amende qui lui ont été infligés, cela ne l'empêche pas de continuer à faire faire des heures supplémentaires sur les chantiers, chaque soir et même le dimanche.

Il faut croire que 9.000 F ce n'est rien à côté des millions de profit qu'elle fait sur notre dos avec les heures supplémentaires !

## BASSIN DE RADOUB : ENCORE UN ACCIDENT ! PAR MANQUE DE SECURITE !

Le dimanche 14 décembre, des ouvriers de Socaltra travaillaient sur un bateau. Leur travail consistait à remplacer des tôles usagées. Pour cela des échafaudages de fortune furent mis à leur disposition.

Mais au cours du travail, un ouvrier et son chef d'équipe qui se trouvaient sur un de ces échafaudages en mauvais état ont perdu pied et sont tombés d'une hauteur de 2,50 m. Si le chef d'équipe n'eût rien de cassé, par contre l'ouvrier tomba sur le coccyx et se retrouva deux jours à l'hôpital avec une incapacité de travail d'un mois.

Ce n'est pas la première fois qu'un accident arrive sur le Bassin. Les patrons se moquent des conditions de sécurité des travailleurs, et c'est ce qui occasionne les nombreux accidents de travail. Les travailleurs doivent refuser de travailler dans des conditions dangereuses !

## E.D.F. MARTINIQUE

## UN COUP BAS DE LA DIRECTION

Le personnel de l'E.D.F. souhaitait que les journées du 24 décembre et du 31 décembre soient toutes les deux chômées et payées au lieu d'une seule au choix comme prévue.

Ceci, d'autant plus que la direction nous doit un jour de congé supplémentaire en remplacement du samedi gras.

Apparemment l'accord semblait possible, mais la réponse se faisait attendre.

Ce n'est qu'à la veille des fêtes que la direction fit savoir que le directeur régional refusait. Cette fois-ci la direction a réussi à nous leurrer. Cela doit nous apprendre à ne pas compter sur « sa bonne volonté ».

## CENTRE HOSPITALIER DE FORT DE FRANCE

## NOUS N'AVONS RIEN A CEDER

Lors de la réunion de conciliation, le directeur du CHFF avait pris l'engagement d'appliquer la décision de la commission de conciliation à savoir : le paiement intégral des jours de grève.

Il assurait par ailleurs « qu'il assumerait ses responsabilités face à la tutelle ».

Or voilà que celle-ci lui demande de prélever les journées de grève et il obéit sagement. Mr. Zobda va donc à l'encontre des engagements qu'il avait pris et veut voler aux travailleurs ce qu'ils avaient arraché lors de leur dernier mouvement.

N'acceptons pas ce vol sur nos salaires.

## NON AUX MENACES !

C'est vraiment trop souvent maintenant que le directeur du CHFF se permet d'invectiver et de menacer publiquement des militants syndicaux actifs.

Les travailleurs en ont assez, cela a trop duré.

Il est vraiment trop facile de dire tout ce qui passe par la tête et de faire des excuses ensuite.

Les travailleurs n'ont pas besoin d'excuses. Ils veulent que cessent les menaces.

## E.D.F. MARTINIQUE

## REALISONS NOUS-MEMES NOS VOEUX !

Quel que soit le chef de centre, la traditionnelle pot de fin d'année ne manque pas : à Desclieux, à Pointe des Carrières, à Sainte Thérèse et au Siège Social.

Et c'est vrai que cette mise en scène est particulièrement désagréable lorsque l'on a subi durant toute l'année les vexations et l'arbitraire d'un chef de centre.

Si l'actuel chef de centre ne s'est pas encore montré semblable à ses prédécesseurs, cela ne doit pas nous faire oublier que cette tradition annuelle a pour but de « réconcilier » employeurs et employés.

Pas plus que les autres années, nous ne saurions être dupes.

Nous n'attendrons pas une amélioration de notre situation d'un quelconque chef de centre mais bien de nos luttes seules capables de la réaliser !

## METAL SYDNEY : UN REcul DU PATRON

Après la dernière grève au cours de laquelle les travailleurs avaient arraché 1,00F d'augmentation de l'heure pour tous, le patron avait décidé de ne pas leur accorder le treizième mois par mesure de rétorsion.

Face à cette nouvelle attaque, les travailleurs ont réagi et ont imposé au bout d'une demi-journée de grève que les 3/4 de la prime soient payés.

Les ouvriers ont imposé un recul au patron et ils montrent ainsi qu'ils ne sont pas décidés à se laisser marcher sur les pieds sans réagir !

# AFGHANISTAN : QUELLE EST LA RAISON DE L'INTERVENTION SOVIETIQUE ?

SUITE DE LA PAGE 1

de sa suprématie entraîne dans une contagion généralisée sa chute. Il s'agit en toutes circonstances que cette bureaucratie maintienne l'équilibre existant.

On peut bien imaginer que si la «révolution islamique» de Khomeiny s'étendait aux régions musulmanes de l'URSS, ce n'est pas seulement les musulmans ou ces régions seules qui seraient concernés. Toute brèche dans l'équilibre imposé par la terreur policière de la bureaucratie mettrait partout en URSS en danger le pouvoir de cette bureaucratie. Car si des forces qui n'ont rien à voir avec les intérêts des travailleurs, islamiques ou autres profitaient d'une instabilité dans la région pour relever la tête, cela voudrait dire aussi qu'elles ne seraient pas les seules à le faire. Car les travailleurs d'Union Soviétique, y compris dans les régions situées à proximité de l'Afghanistan et de l'Iran, pourraient mettre à profit les poussées nationalistes ou religieuses pour exprimer leurs propres revendications.

Mais une telle intervention peut aussi receler d'autres causes qui sont réelles même si ce n'est pas au premier plan l'explication.

Il faut bien voir que l'attitude de l'Iran vis à vis des attaques de l'impérialisme se situe dans la lignée de ce qui arriva en Chine en 49 ou à Cuba dix ans plus tard. L'impérialisme développant une politique hostile envers ces régimes pour les obliger à y protéger intégralement les intérêts impérialistes.

La réaction de l'Iran avec l'affaire des otages de l'ambassade des USA à Téhéran a provoqué une tension militaire dans la région. Les Etats-Unis ne peuvent pas intervenir actuellement ou ont choisi de ne pas le faire immédiatement. Mais rien n'indique qu'ils aient abandonné toute volonté de le faire. Et dans ce cas cela signifie qu'ils impliqueraient plusieurs pays de cette région dans un conflit ouvert avec l'Iran.

S'agira-t'il d'intervenir avec l'accord de l'URSS ou contre sa volonté ? En tout cas dans les deux alternatives la prise de position de l'URSS en Afghanistan aurait des avantages et lui faciliterait un meilleur contrôle de la situation.

Les interventions militaires de l'Union Soviétique ne favorisent pas la cause du communisme. Car elles permettent à la propagande

bourgeoise d'exploiter un sentiment d'indignation existant dans la population contre les ingérences militaires dans les affaires d'autres pays.

Et cela en dépit des propres interventions militaires de l'impérialisme.

La bureaucratie règne par la terreur en Union Soviétique, elle méprise les sentiments des travailleurs dans le monde entier, et écrase sous sa botte militaire toute tentative des pays riverains de l'URSS de se donner le régime de leur choix en se débarrassant de la tutelle des directions dictatoriales mises en place par la bureaucratie russe elle-même.

Aucune de ces interventions ne rapproche les peuples du communisme. Elles les remplissent d'effroi et de préjugés contre lui, à la constatation de ce qui est fait au nom du communisme.

Mais la réalité de l'URSS, c'est aussi un état qui doit son existence à une révolution ouvrière. C'est un pays d'où a disparu toute forme de grande propriété bourgeoise. La classe capitaliste a été radicalement balayée de la surface de l'URSS.

Et c'est cela qui entretient une hostilité permanente et un état de tension qui sous des formes variées maintient le monde en haleine depuis la fin du dernier conflit mondial.

Dans le cas d'affrontement avec l'impérialisme l'URSS aurait parfaitement le droit d'avancer ses troupes en dehors de ses frontières y compris en intervenant dans d'autres pays, pour améliorer son système de défense militaire en cas de menace impérialiste grave.

Mais la différence entre un régime réellement révolutionnaire et le régime bureaucratique en place en Russie, c'est que la classe ouvrière au pouvoir s'appuierait essentiellement sur la sympathie active du prolétariat mondial et sur la confiance qu'elle susciterait pour résister aux pressions politiques et militaires de toutes sortes.

Un régime révolutionnaire à Moscou n'aurait pas eu le problème de «se protéger» de l'influence des événements d'Iran, mais au contraire celui d'attirer à lui les peuples d'Iran en leur fournissant l'exemple de la démocratie des ouvriers et des paysans d'URSS. Et cela aurait constitué la plus efficace protection contre les menées impérialistes.

L'URSS n'est pas dirigée par un régime révolutionnaire et ses troupes ne soutiennent pas les intérêts d'une révolution ouvrière et paysanne en Afghanistan.

L'intervention impérialiste y compris par l'entremise des régimes voisins (Pakistan ou Inde) ne signifiera pas davantage que les intérêts des masses laborieuses afghanes seraient respectés.

Les ouvriers et paysans afghans indignés et soulevés par l'intervention soviétique n'ont pas plus à gagner demain à chercher le soutien des impérialistes. Le vrai soutien, s'ils représentent

ou veulent représenter les intérêts des masses serait de faire appel aux travailleurs soviétiques. Il s'agit moins de s'opposer à une invasion étrangère qu'à situer exactement où se situent les intérêts des masses ouvrières et paysannes.

Et celle-ci ne peuvent s'exprimer et triompher que contre la volonté des bureaucrates de Moscou mais aussi et surtout contre toute intervention impérialiste dans la région. L'affaire des régimes à mettre en place dans cette région du monde, c'est l'affaire des ouvriers et paysans d'Afghanistan, d'Iran, du Pakistan et d'URSS.

G.R.

## L'AFGHANISTAN : UN PAYS PAUVRE EN PROIE A LA GUERRE CIVILE

*L'Afghanistan est un pays d'Asie qui mesure environ 650.000 km<sup>2</sup> et est peuplé de près de 20 millions d'habitants. Il n'a aucune issue sur la mer mais se trouve enclavé entre l'Iran à l'ouest, le Pakistan à l'est et l'URSS au nord. Il a aussi une frontière commune avec la Chine.*

*C'est un pays extrêmement montagneux et en grande partie désertique. Seules les vallées sont propices à l'agriculture et une large partie de la population est encore nomade et élève des chèvres, des moutons et des chevaux. La population de religion islamique est très pauvre et est divisée en de nombreux groupes ethniques différents dont les principaux sont des iraniens ou tadjiks et des baloutches, la moitié de la population étant constituée d'afghans ou pachtours.*

*Les afghans ont toujours eu une réputation de populations très indépendantes, que ce soit vis-à-vis du pouvoir central de Kaboul, vis-à-vis des autres ethnies entre elles ou encore de l'influence étrangère. Dans ce pays jusqu'à il y a quelques années, les féodaux et chefs nomades faisaient la loi. Le roi a été chassé par un coup d'état il y a cinq ans et remplacé par*

*une république dont l'homme fort était le prince Daoud.*

*Ce dernier fit des promesses de réforme agraire mais se révéla incapable de lutter contre la révolte des nomades dirigés par les grands féodaux. Daoud fut renversé il y a un an et demi par un coup d'état effectué par l'armée dont les membres se réclamaient de deux petits partis, le parti Khalq (parti populiste) et le parti Parcham (parti «communiste»).*

*Par la suite ces deux partis ayant tous les deux l'appui de l'Union Soviétique se divisèrent et des luttes de faction réduisirent encore plus leur base sociale déjà très étroite. Incapables de lutter contre les guerilleros islamiques, les dirigeants du Khalq se débarrassèrent de ceux du Parcham et ont gouverné de manière tyrannique le pays. La dictature de Hafizullah Amin a fait en un an environ 15.000 morts. C'est ce régime qui vient d'être remplacé par celui de Babrak Karmel dirigé par le Parcham avec l'aide de l'Union Soviétique. Au total, toutes ces luttes apparaissent comme des luttes de clique pour un pouvoir réel de moins en moins significatif pour l'instinct car la majorité du territoire est contrôlée par des guerilleros islamiques ou féodaux.*

## LES VAINES TENTATIVES DES PAYS PRODUCTEURS DE PETROLE POUR MAINTENIR LEUR POUVOIR D'ACHAT

La réunion de l'OPEP (Organisation des pays producteurs de pétrole) qui se tint à Caracas à la fin du mois de décembre n'a pas abouti à un accord. Mais les discussions et les décisions prises depuis par plusieurs pays membres prouvent que le prix d'un baril (160 litres) de pétrole brut augmentera de 6 dollars. C'est à dire que la fourchette des prix se situera entre 24 et 30 dollars au lieu de 18 et 24 dollars comme précédemment.

Cette nouvelle hausse décrétée par l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes, le Koweït, l'Iran, l'Indonésie, le Mexique, l'Algérie, la Libye et le Vénézuéla tous membres de l'OPEP est pour tous les petits et grands économistes des pays occidentaux, la pire des calamités. Pour l'OCDE (organisme composé d'experts) cette hausse de 6 dollars en moyenne du baril de pétrole provoquera en 1980 la stagnation économique des pays occidentaux et même pour certains une régression. L'OCDE prévoit également pour l'année à venir 750 000 chômeurs supplémentaires à cause de ces six dollars par baril. Pour tous ces économistes renommés, l'aggravation de crise économique en Europe et en particulier en France n'est que la faute des pays arabes. Et tous sont à estimer le nombre de millions de francs supplémentaires que la France devra déboursier pour acheter les 50 millions de tonnes de pétrole nécessaires à la consommation annuelle française.

Si ces milliards de dollars que français et occidentaux devront payer en plus, représentent effectivement des richesses supplémentaires qu'ils devraient donner aux pays de l'OPEP, ce ne serait qu'une toute petite compensation. Car les compagnies occidentales ont exploité, pillé durant des siècles les richesses et en particulier les puits de pétrole des pays regroupés au sein de l'OPEP. Elles ont empêché avec la bénédiction active de leur gouvernement. Ce n'est que dernièrement que les pays de l'OPEP ont entrepris de contrôler la production et par là les puits de pétrole. Cette prise de contrôle n'a cependant pas mis fin à l'exploitation de pays producteurs de pétrole par les grandes compagnies pétrolières.

Mais les hausses consécutives à la réunion de Caracas n'occasionnent même pas un transfert de plus de richesse des pays occidentaux vers les pays producteurs de pétrole. Au contraire, les sommes en dollars que devront verser les pays occidentaux pour avoir une quantité donnée de pétrole seront en hausse, mais cela ne vaudra pas dire que la France et les autres pays

auront à dépenser une plus grande richesse. Le dollar n'est qu'un vulgaire bout de papier qui n'a par lui-même aucune valeur. Sa valeur lui vient de la quantité

de marchandises qu'il permet d'obtenir en échange, et en particulier de la quantité d'or qu'il permet d'acheter. Au début de l'année 1974, la vente de 100 barils de pétrole rapportait 2800 dollars et permettait d'acheter 284,4 grammes d'or. En revanche en 1980 dans les meilleures conditions ces mêmes 100 barils rapportent bien sûr 3.000 dollars. Ce gros paquet de dollars ne permet d'acheter que 186 grammes d'or.

La vente des mêmes quantités de pétrole au début de 1980 rapporte plus de dollars qu'en 1974, mais dans le même temps permet l'achat de moins d'or, d'une plus petite quantité de marchandises, de moins de produits manufacturés. Produits manufacturés que les pays de l'OPEP sont contraints d'ache-

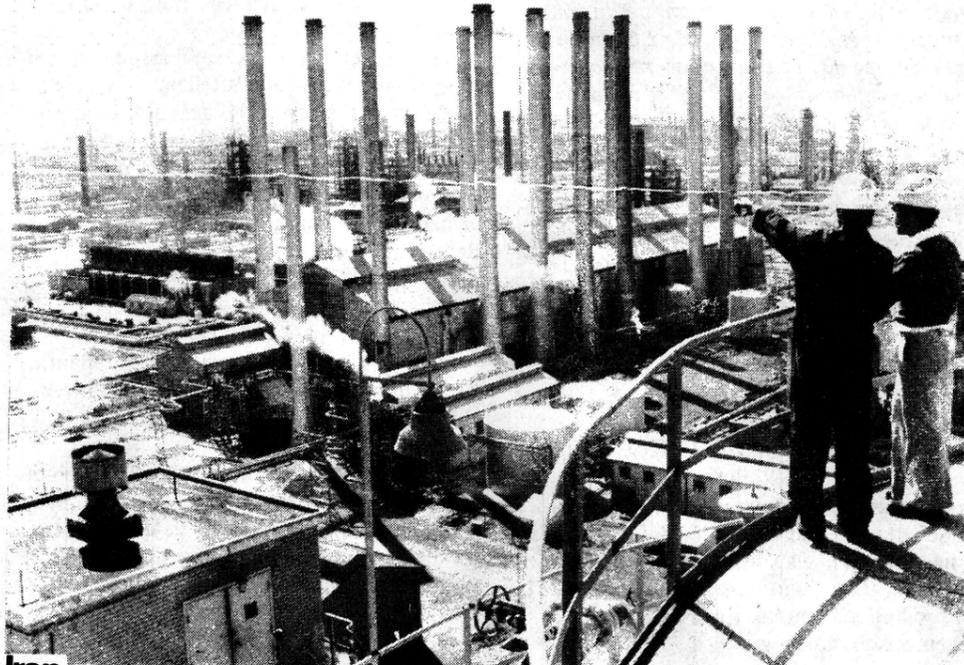
ter aux pays occidentaux. Donc les pays de l'OPEP fournissent des quantités de pétrole de plus en plus élevées pour acheter les mêmes quantités de produits manufacturés. L'évolution des prix et de la crise économique ne fait qu'avantager les économies des pays occidentaux.

Pour rattraper l'évolution des prix, les pays de l'OPEP sont obligés d'augmenter régulièrement les prix du brut. Malgré cela, il sont perdants, et ce sera toujours ainsi car les rouages de l'économie capitaliste sont dans les mains des grands banquiers et financiers occidentaux. Ils les manipulent pour que d'autres supportent la crise et pour que leurs poches s'emplissent.

Des pays comme l'Iran ont pensé abandonner le dollar comme moyen de paiement des factures pétrolières. Ils veulent remplacer le dollar par le Mark allemand. Ils pensent ainsi freiner leurs pertes, car le dollar ne cesse de se déprécier. Même ceci n'est

pas une solution. Seule l'Amérique a une économie suffisamment puissante pour avoir une masse de papier monnaie suffisante pour régler ses factures. Si les pays arabes refusent les dollars au profit des marks il sera nécessaire de faire marcher la planche à billets pour avoir la quantité de marks requise. L'économie allemande étant moins puissante que celle des USA. Alors la dépréciation de la monnaie allemande serait encore plus importante.

L'exemple de la situation des pays pétroliers suffit à lui seul pour condamner par avance à l'échec toute tentative de développement national dans le cadre du système actuel, c'est à dire dans le cadre du système régnant à l'échelle mondiale. Pour qu'un pays quelconque puisse utiliser une partie des richesses pillées de par le monde et accumulées dans les métropoles impérialistes, il faut que les centres de décisions soient neutralisés. Il faut que l'impérialisme ait été abattu. Tout autre solution n'est qu'il-lusion.



Iran

### COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728